

Maintien de l'activité et hausse de l'emploi se conjuguent avec la hausse de l'inflation

La reprise économique de l'année précédente a été confortée en 2022 dans la région Centre-Val de Loire. Les départements berrichons connaissent les évolutions les moins favorables. Sur le plan sectoriel, les niveaux d'activité d'avant la crise sanitaire ne sont pas encore retrouvés dans la construction et l'industrie, malgré la poursuite de la reprise d'activité. L'emploi salarié reste en hausse (+ 0,8 % sur l'année), mais plus modérée qu'en 2021, tandis que le taux de chômage n'évolue pas (à 6,7 % en fin d'année).

Le fait marquant sur l'année est bien sûr la hausse des prix à la production qui relèvent de dynamiques nationales et internationales et se répercutent localement. Ils se transmettent aux prix à la consommation qui augmentent en moyenne de 5,2 % sur l'année. Les employeurs de la région font par ailleurs face en 2022 à d'importantes difficultés d'approvisionnement et de recrutement.

Faible croissance de l'activité économique par rapport à l'année précédente

L'année 2022 a été marquée par la hausse des prix, notamment par l'augmentation très vive des prix de l'énergie depuis la fin de l'année 2021, qui s'est en partie transmise au reste de l'économie. Les dispositifs destinés à soutenir les entreprises et limiter les conséquences de la crise sanitaire ont pris fin et de nouvelles mesures de lutte contre l'inflation ont été portées, notamment par la Banque Centrale Européenne. Ce resserrement de la politique monétaire, matérialisé par la hausse des taux d'intérêt et la fin des assouplissements portant sur le niveau des réserves obligatoires de liquidités des banques, se traduit par un accès au crédit moins facile.

L'activité pourrait être en partie freinée par ce moindre accès au crédit, cependant en 2022, le volume d'heure rémunérées témoigne

d'une activité soutenue, en hausse. En Centre-Val de Loire, la moyenne des variations mensuelles d'activité par rapport à l'année précédente dépasse + 3 %. L'écart avec la dernière année de référence avant la crise sanitaire (2019 s'établit dépasse 1 %) ► **figure 1**. Si le niveau de l'activité économique est nettement plus haut aux premiers mois de l'année 2022 qu'aux mêmes mois en 2021, touchés par la 3^e vague épidémique, la croissance dépasse tout juste 1 % les trois derniers mois de l'année.

Sur l'année, l'activité économique dans chacun des départements suit une évolution proche de celle de la région. Elle croît le plus dans le Loir-et-Cher et le moins dans le Cher. Le niveau d'activité dépasse toute l'année les niveaux de référence en 2019 dans les départements d'Eure-et-Loir, du Loir-et-Cher et du Loiret. En Indre-et-Loire, comme au niveau régional, le niveau d'activité est en retrait en juillet par rapport à l'année de référence, mais cela reflète

surtout un pic d'activité particulièrement marqué en juillet 2019. Dans les deux départements berrichons, l'activité n'a pas retrouvé son niveau d'avant la crise sanitaire, notamment dans l'Indre où l'écart dépasse 2 %.

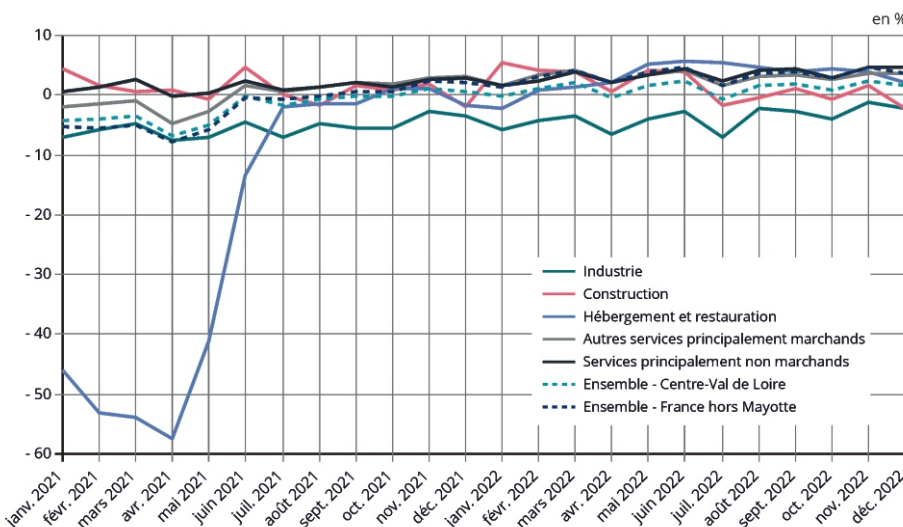
Croissance de l'emploi salarié, notamment à durée indéterminée

L'emploi salarié régional progresse, mais à un rythme ralenti (+ 0,8 % en fin d'année 2022 sur un an, après + 2,4 % l'année précédente). Cette hausse est portée par l'emploi salarié privé et, comme en 2021, est plus faible dans la région qu'au niveau national. Fin 2022, plus de 941 000 salariés travaillent en Centre-Val de Loire, des effectifs au plus haut sur les 30 dernières années. Le nombre de salariés ne décroît (faiblement) que dans l'Indre où il reste en deçà de son niveau d'avant la crise sanitaire, et croît peu dans le Cher.

Ce nombre d'emplois élevé n'entraîne pas de croissance marquée de la richesse produite par les entreprises nationales. En 2022, comme l'année précédente, la productivité apparente du travail (mesurée en rapportant au niveau national l'emploi à la valeur ajoutée des entreprises) est en baisse, sous son niveau d'avant la crise sanitaire. Le fort développement de l'apprentissage se traduit logiquement par une baisse de la productivité par salarié, mais cela ne suffit pas à totalement expliquer cette baisse de productivité. Les tensions sur le marché du travail et les difficultés de recrutement peuvent inciter les entreprises à conserver leur main d'œuvre alors même que leur activité baisse. D'autre part, le salaire réel diminue : au dernier trimestre 2022, les prix à la consommation sont en hausse d'un peu plus de 6 % en glissement annuel, tandis que les salaires nominaux progressent de moins de 4 %. Cette baisse du coût salarial peut participer à expliquer la croissance de l'emploi sans que cela ne se traduise par une augmentation de la valeur ajoutée des entreprises.

Le nombre d'embauches en contrat à durée

► 1. Évolution sectorielle mensuelle des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année 2019 - Centre-Val de Loire



Note : ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.

Source : Insee, DSN - traitement provisoire.

indéterminée augmente nettement sur un an (+ 14 %) et atteint un niveau historiquement élevé. Une embauche sur cinq est à durée indéterminée. Les contrats courts de moins de 31 jours représentent l'essentiel des embauches (64 %). Leur nombre était en net retrait en 2020 et 2021, il progresse vivement (+ 15 % sur un an) et revient à son niveau de 2019. Même si le nombre d'embauches en contrat à durée déterminée de plus de 31 jours reste stable, les hausses observées sur les autres types de contrat conduisent à une croissance des embauches nettement plus marquée que celle de l'emploi salarié. Ceci peut suggérer une rotation des salariés accrue.

Le taux de chômage régional au dernier trimestre 2022 est égal à celui un an auparavant (6,7 %). Il reste plus bas que celui de France métropolitaine pourtant en baisse (7,0 %). D'une manière générale la part de personnes contraintes sur leur offre de travail (au chômage ou dans le halo autour du chômage ou en sous-emploi) diminue au niveau national. Les disparités régionales subsistent, les zones d'emploi de Vierzon et Montargis ayant un taux de chômage autour de 10 %, tandis qu'il est sous 6 % dans celles de Vendôme et Chinon.

L'augmentation du nombre d'emplois salariés ne se traduit pas par une baisse du taux de chômage dans la région. L'amélioration de la conjoncture de l'emploi et l'accroissement des prix à la consommation ont pu inciter certains inactifs à participer au marché du travail. L'accroissement de la population active (les taux d'activité au niveau national au 4^e trimestre 2022 sont au plus haut depuis que l'Insee les mesure) peut ainsi limiter les effets de la hausse du nombre d'emplois sur le taux de chômage.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi recule quant à lui dans la région comme au niveau national pour s'établir à 100 000 au dernier trimestre, son niveau le plus bas depuis 2011. En 2022, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi est particulièrement marquée pour les plus de 50 ans, ainsi que pour ceux inscrits depuis plus d'un an.

Moins de nouvelles entreprises individuelles classiques ont été créées en 2022 qu'en 2021, tandis que les créations de sociétés et les immatriculations de nouveaux micro-entrepreneurs ont été plus nombreuses en 2022. Le nombre de micro-entrepreneurs déclarant un chiffre d'affaires positif est cette année encore en forte progression (+ 13 % au 1^{er} semestre). Leur chiffre d'affaires moyen croît également (+ 6 % au 1^{er} semestre).

Résistance de l'industrie, mais tassement de l'activité dans la construction

En 2022, c'est principalement le secteur tertiaire marchand qui porte la croissance de l'activité économique ► **figure 2**. La fin des mesures sanitaires a notamment profité au secteur de l'hébergement et de la restauration où la moyenne des variations mensuelles d'activité par rapport à l'année précédente dépasse + 48 %. La fréquentation des hébergements collectifs de tourisme est portée en 2022 par celle des campings, la fréquentation hôtelière étant en baisse, et revient au niveau d'avant la crise sanitaire. En revanche parmi les services marchands, l'activité du secteur des transports et de l'entreposage peine à se maintenir en 2022. La reprise du transport de passagers ne compense pas totalement la baisse de la demande de transport de marchandises.

Aucun grand secteur ne connaît de baisse d'activité sur l'ensemble de l'année. La construction est le secteur d'activité le moins dynamique, le volume d'heures rémunérées y est globalement stable sur l'année, mais en baisse par rapport à 2021 sept mois sur douze. Dans ce secteur, comme dans l'industrie, les volumes d'heures rémunérées ne sont pas encore revenus à leurs niveaux de 2019. Ces deux secteurs ont été particulièrement affectés par les difficultés de recrutement, ainsi que celles d'approvisionnement, notamment le sous-secteur de fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines.

Transmission de la hausse des coûts de productions aux prix à la consommation

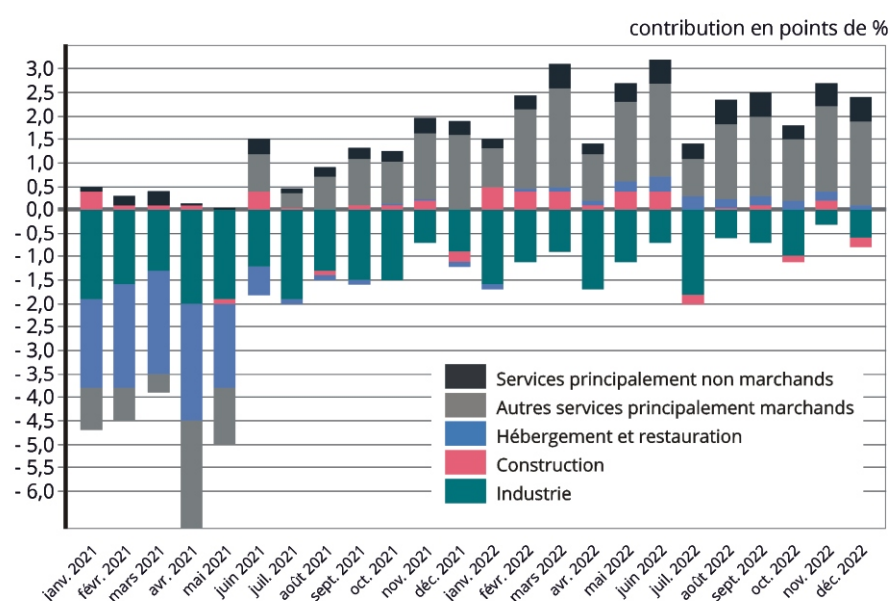
La hausse des prix de l'énergie a accru les coûts de production, notamment dans certains secteurs plus exposés. C'est le cas de la construction, dont le coût augmente de 8,8 % sur un an au quatrième trimestre 2022. Les premiers signes de repli de l'activité se font sentir sur les mises en chantier de logements, pas encore sur les commercialisations dans la région mais déjà au niveau national. Les prix élevés et la hausse des taux d'intérêt peut conduire certains ménages à différer leurs acquisitions de logement.

Dans l'industrie, les coûts progressent également. En décembre 2022, les prix de production augmentent de 17,5 % sur un an ; en mars 2023, ces prix restent en hausse mais décélèrent (+ 9,5 % sur un an). Les prix à la consommation répercutent en partie cette hausse des coûts, augmentant de 4,6 % sur un an en décembre 2022. Dans ce contexte, la résistance du secteur industriel régional, où l'emploi augmente sur un an (+ 0,7 %) et est en retrait modéré par rapport à la situation d'avant la crise sanitaire (- 0,4 % par an en moyenne, contre - 0,7 % entre 2011 et 2021 ou - 2,8 % entre 2001 et 2011), mérite d'être soulignée et contribue à expliquer les anticipations plutôt optimistes des chefs d'entreprises pour le début de l'année 2023.

Les prix agricoles se sont envolés, dans le sillage des coûts de production, en particulier de la hausse du coût des intrants dont la Russie était le premier exportateur en 2021. Les cours des intrants et ceux des produits des grandes cultures déjà élevés en 2021 ont été enchéris par la guerre en Ukraine. Les prix des productions animales, viande et lait, atteignent également des sommets en 2022. En conséquence, les prix à la consommation augmentent de 12,1 % sur un an en décembre 2022 et cette hausse se poursuit au début de l'année 2023 (+ 14,9 % sur un an en avril 2023). ●

Samuel Balmand (Insee)

► 2. Contributions sectorielles mensuelles à l'évolution des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année 2019 - Centre-Val de Loire



Note : ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.

Une évolution peut être décomposée en la somme des contributions de ses différentes composantes, positives ou négatives. Ici, l'évolution des heures rémunérées par rapport à 2019 est décomposée selon ses contributions sectorielles. La somme de ces contributions (en points de pourcentage) correspond à l'évolution totale (en pourcent).

Source : Insee, DSN - traitement provisoire.

Confrontée à la persistance des restrictions sanitaires en Chine et à la guerre en Ukraine, l'économie mondiale a nettement ralenti en 2022

Au cours de l'année 2022, l'économie mondiale a été confrontée à de multiples contraintes, expliquant de fait le fort ralentissement de l'activité au fil des trimestres dans les principales économies ► **figure 1**. En premier lieu, la contrainte sanitaire a continué de peser sur l'activité mondiale : ce fut le cas en Europe au premier trimestre en raison de la vague épidémique liée au variant Omicron, mais aussi et principalement en Chine où, en conséquence de la stratégie « zéro-Covid », des confinements drastiques ont été imposés au cours de l'année, avant la levée complète des restrictions début décembre. De plus, le déclenchement de la guerre en Ukraine, fin février, a accentué le renchérissement des matières premières, notamment énergétiques, et fait craindre de nouvelles difficultés d'approvisionnement en Europe. La production manufacturière européenne a toutefois plutôt résisté au renchérissement des intrants énergétiques, avec un recul concentré sur les branches les plus énérgo-intensives.

Les progressions du PIB enregistrées sur l'ensemble de l'année 2022 (de + 1,9 % en Allemagne à + 5,5 % en Espagne pour les principales économies européennes, + 2,1 % aux États-Unis et + 3,0 % en Chine) s'expliquent ainsi en grande partie par les acquis de croissance¹ élevés à la fin 2021, résultant du rattrapage post-covid au cours de l'année 2021.

En France, le PIB a augmenté de 2,5 %, après + 6,4 % en 2021. Cette croissance ne dépasse l'acquis de croissance à fin 2021 que de 0,4 point : en trimestriel, le niveau du PIB au quatrième trimestre 2022 est à peine supérieur au niveau du quatrième trimestre 2021. Si la production manufacturière a résisté aux difficultés d'approvisionnement et au renchérissement des intrants, avec une activité en hausse de 1,0 % en moyenne sur l'année, celle de la construction, également soumise à de fortes difficultés de recrutement, a diminué de 0,2 %. En outre, la production d'électricité a été fortement pénalisée par de nombreuses maintenances de centrales nucléaires : l'activité de la branche « énergie, eau, déchets » a ainsi diminué de 10,3 % en 2022 par rapport à 2021, contribuant pour - 0,3 point à l'évolution totale de l'activité. Les services marchands, qui étaient restés affectés en 2021 par des restrictions sanitaires, ont bénéficié d'un potentiel de rattrapage important et ont crû de 4,5 % sur l'année.

L'inflation, en forte augmentation, a rogné le pouvoir d'achat des ménages

Le contexte géopolitique a ainsi amplifié les tensions inflationnistes déjà présentes en 2021 à la suite de la reprise post-Covid. Les prix ont ainsi atteint en 2022 des niveaux très élevés dans les économies occidentales. L'inflation, en glissement annuel, s'est élevée jusqu'à 9,1 % aux États-Unis (en juin), 11,1 % au Royaume-Uni (en octobre) et 12,6 % en Italie (en novembre). En France, l'inflation se situait à 2,9 % sur un an en janvier 2022, tirée par les prix de l'énergie. Elle s'est progressivement hissée à environ 6 % sur un an en fin d'année, avec une diffusion à l'ensemble des produits de consommation, en particulier alimentaires ► **figure 2**.

Dans ce contexte de forte inflation, de nombreuses mesures ont été prises, pour en atténuer les effets sur les ménages, en tempérant les hausses de prix (bouclier tarifaire sur le prix du gaz et de l'électricité, remise à la pompe sur les carburants) mais aussi en soutenant leur revenu (revalorisations anticipées de nombreuses prestations, suppression de la redevance audiovisuelle, aide exceptionnelle de rentrée scolaire). Au total, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages a été quasi stable en moyenne 2022, soit + 0,2 % ► **figure 3**, après + 2,6 % en 2021. Le pouvoir d'achat par unité de consommation, qui tient compte des effets démographiques, a quant à lui légèrement diminué en 2022 (- 0,4 %).

Pourtant, l'emploi salarié est resté dynamique et a connu un ralentissement moins marqué que l'activité économique, avec + 337 000 emplois en fin d'année 2022 par rapport à la fin d'année 2021 (soit une hausse de 1,3 % entre fin 2021 et fin 2022). L'emploi salarié dépassait ainsi fin décembre 2022 de 4,5 % son niveau d'avant la crise sanitaire, soit près de 1,2 million d'emplois supplémentaires dont un tiers en contrat d'apprentissage. Ces créations d'emplois sont surtout concentrées dans le tertiaire marchand (+ 820 000 emplois fin 2022 par rapport à fin 2019), la construction (+ 115 000) et le tertiaire non-marchand (+ 161 000). Ce dynamisme de l'emploi salarié a soutenu le pouvoir d'achat des ménages par le biais des revenus d'activité. Le taux de chômage² a diminué de 0,3 point entre fin 2021 et fin 2022, après une baisse de 0,7 point l'année précédente. Il a ainsi atteint 7,1 %, son plus bas niveau depuis le premier trimestre 2008 (si on excepte le recul ponctuel en « trompe-l'œil »³ du deuxième trimestre 2020, pendant le premier confinement).

La demande intérieure a fortement ralenti, dans un contexte d'atonie du pouvoir d'achat et de resserrement des politiques monétaires

Dans un contexte de forte inflation et de quasi-stabilité du pouvoir d'achat, la consommation des ménages a fortement ralenti au cours de l'année 2022, jusqu'à se replier fortement au quatrième trimestre. Elle n'a ainsi augmenté que de 2,1 % en 2022, malgré des effets d'acquis importants fin 2021. Les baisses de consommation se sont concentrées dans les produits les plus soumis à l'inflation, c'est-à-dire l'alimentaire et l'énergie. Le taux d'épargne des ménages s'est établi à 17,5 % en moyenne annuelle 2022, soit 2,5 points au-dessus de son niveau moyen de 2019.

En réponse à la hausse de l'inflation, les principales banques centrales, dont la Banque centrale européenne à partir de l'été 2022, ont procédé à un resserrement rapide des politiques monétaires, entraînant une augmentation du coût du crédit pesant sur l'investissement des entreprises comme des ménages. Ce dernier a ainsi diminué de 1,3 % en 2022 par rapport à 2021. L'investissement des entreprises, quant à lui, a résisté, avec une croissance annuelle de 3,8 % : outre le dynamisme persistant de l'investissement en services informatiques, l'allègement des difficultés d'approvisionnement pour la fabrication de matériels de transport, en milieu d'année, a permis un rattrapage de l'investissement en produits manufacturés. De plus, le taux de marge des sociétés non financières s'est situé, en moyenne sur 2022, à 31,7 % de leur valeur ajoutée, soit un niveau proche de l'année 2018, préservant leur capacité à investir malgré les fortes tensions inflationnistes. Cela représente cependant une baisse du taux de marge de 2,2 points par rapport à 2021, avec la fin du recours massif à l'activité partielle et du versement du Fonds de solidarité.

La demande intérieure finale a ralenti en France mais aussi dans le reste de la zone euro, tandis que les confinements en Chine pénalisaient ses échanges commerciaux et flux touristiques. La demande mondiale adressée à la France a ainsi pesé sur les exportations françaises en volume, dont la croissance de 7,2 % en 2022 masque un ralentissement quasi-continu au fil des trimestres. Les importations, de leur côté, ont davantage augmenté que la demande intérieure (+ 8,7 % en 2022, après + 9,2 % en 2021) : la baisse de production nationale d'électricité s'est traduite par des importations équivalentes.

¹ L'acquis de croissance du PIB pour 2022 fin 2021 correspond au taux de croissance du PIB entre 2021 et 2022 que l'on obtiendrait si le PIB demeurait jusqu'à la fin de l'année 2022 au niveau du dernier trimestre de 2021.

² Les chiffres qui suivent sont issus de la publication du taux de chômage du premier trimestre 2023, en date du 17 mai 2023. Dans le chapitre sur le chômage et les politiques de l'emploi, les données utilisées sont celles de la publication du 14 février 2023.

³ Les confinements ont rendu difficiles les démarches de recherche active d'emploi, ce qui influe sur la mesure du taux de chômage : en effet, un chômeur au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus, sans emploi durant une semaine donnée, disponible pour travailler dans les deux semaines, et qui a effectué au cours des quatre dernières semaines une démarche active de recherche d'emploi.

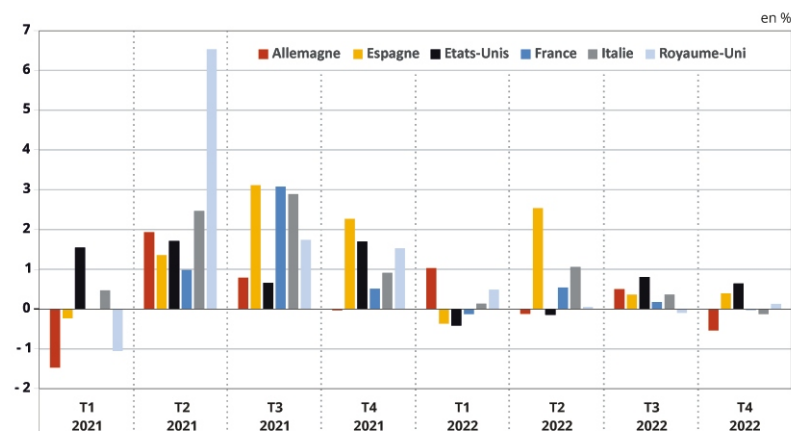
Le commerce extérieur a ainsi contribué négativement, à hauteur de - 0,6 point à la croissance du PIB ► **figure 4**. La consommation comme l'investissement des administrations publiques ont ralenti en 2022, l'année 2021

ayant été marquée par la reprise consécutive aux confinements de 2020 mais également par l'essor des dépenses de vaccination. La consommation des administrations publiques

a ainsi augmenté de 2,9 % en 2022, et leur investissement de 1,5 %.

Jules Baleyte, Jérémy Marquis (Insee)

► 1. Variations trimestrielles du PIB dans les principales économies

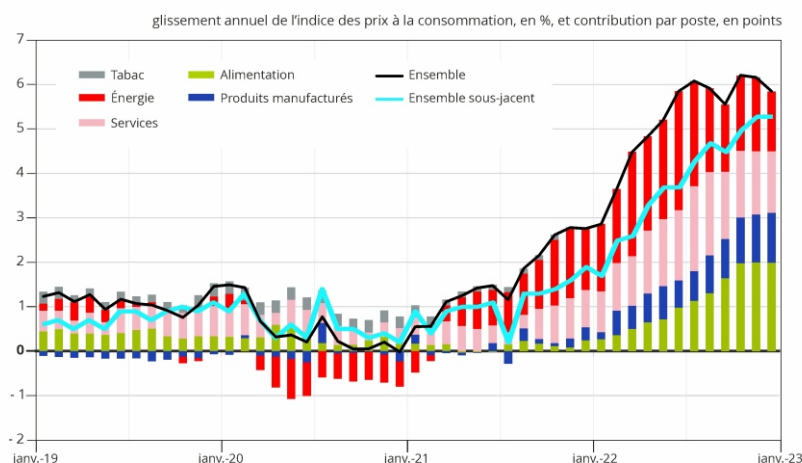


Dernier point : quatrième trimestre 2022, données arrêtées au 30 mai 2023.

Lecture : au quatrième trimestre 2022, le PIB des États-Unis a progressé de 0,6 %.

Sources : Insee, Destatis, Istat, INE, ONS, BEA, NBSC.

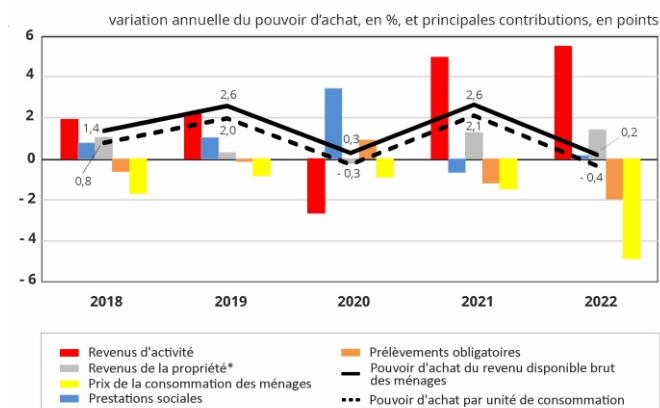
► 2. Inflation en France et contributions par poste



Lecture : en décembre 2022, les prix à la consommation ont augmenté de 5,9 % par rapport à décembre 2021 ; l'alimentation a contribué à cette hausse à hauteur de 2,0 points.

Source : Insee.

► 3. Variations annuelles du pouvoir d'achat et contributions de ses principales composantes

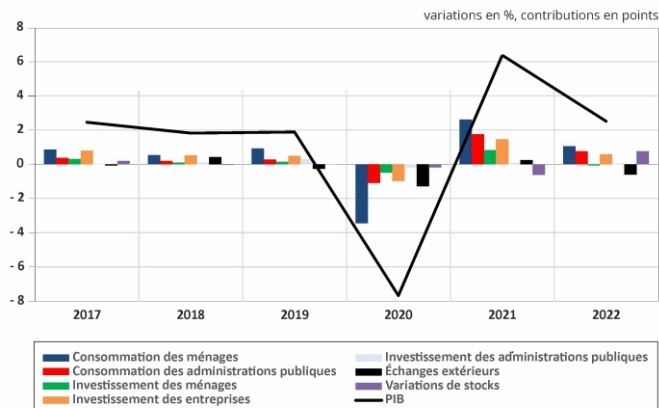


* dont excédent brut d'exploitation des ménages purs.

Lecture : en 2022, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages a augmenté de 0,2 % ; les revenus d'activité ont contribué à cette croissance à hauteur de 5,5 points.

Source : Insee.

► 4. Variations annuelles du PIB et contribution des principaux postes de la demande



Note : les volumes sont corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

Lecture : en 2022 le PIB a augmenté de 2,5 % ; la consommation privée des ménages a contribué à cette croissance à hauteur de 1 point.

Source : Insee.